

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE

6 MAY 1957



UN/SA COLLECTION

PROVISOIRE

T/PV.787
3 mai 1957

FRANÇAIS

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT SEPTIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 3 mai 1957, à 14 heures.

Président :

M. ASHA

(Syrie)

1. Message du Ministre égyptien des affaires étrangères
2. Organisation des travaux de la vingtième session
3. Dispositions relatives à l'envoi d'une mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale en 1957 [5]
(suite)
4. Avenir du Territoire sous tutelle du Tanganyika [12]
5. Examen des pétitions [4] :
 - a) 190ème et 191ème rapports du Comité permanent des pétitions
 - b) Projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques
6. Nomination des membres du Comité permanent des pétitions [16]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.787. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-14228

(35 p.)

MESSAGE DU MINISTRE EGYPTIEN DES AFFAIRES ETRANGERES

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de passer à notre ordre du jour, je voudrais tout d'abord informer le Conseil que je viens de recevoir un télégramme de Son Excellence M. Mahmoud Fawzi, Ministre égyptien des affaires étrangères. Voici le texte de ce télégramme:

"Profondément touché par vos condoléances à l'occasion du tragique décès du Ministre Kamal Eddin Salah, le Ministère des affaires étrangères remercie sincèrement le Conseil de tutelle et son Président."

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA VINGTIEME SESSION

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi que je l'ai dit au Conseil au cours de notre dernière séance, nous devons prendre certaines décisions urgentes au sujet de l'organisation des travaux de notre prochaine session. Normalement, cette question ne devrait être examinée par le Conseil qu'à la fin de sa session actuelle. Cependant, nous sommes tellement en retard dans nos travaux que la discussion de ce problème ne me semble pas pouvoir être renvoyée à plus tard.

Nous devons tout d'abord prendre une décision au sujet de la date d'ouverture de la prochaine session. Conformément à l'article 1 de notre règlement, la session d'été du Conseil devrait être réunie dans le courant du mois de juin. Cependant, il nous serait difficile, cette année, de respecter cet article, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la décision que nous avons prise de renvoyer à la prochaine session l'examen de deux points importants - le rapport annuel sur le Tanganyika et le rapport de la Mission de la Banque internationale sur la Somalie - prolongera la deuxième session au-delà des limites habituelles. D'autre part, un certain nombre de délégations devront, au cours de la deuxième moitié du mois de juin, participer aux travaux d'autres organes des Nations Unies, et en particulier du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

Dans ces conditions, je voudrais proposer que le Conseil ne tienne pas compte, cette fois, de l'article 1 de son règlement et décide de convoquer sa vingtième session pour le 20 mai.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas l'intention de m'opposer ou de faire objection à la suggestion de ne pas tenir compte, cette fois, de l'article du règlement prévoyant le début de la session pour le mois de juin. Cependant, la session actuelle est en retard de deux semaines. Ma délégation aura besoin, évidemment, de disposer d'un certain temps afin de s'organiser pour la deuxième session. Or la proposition du Président ne nous laisserait qu'à peine une semaine, ce qui est nettement insuffisant. Nous aurions besoin d'un délai un peu plus long. En effet, les représentants de l'Inde ont une longue distance à parcourir. Je voudrais donc demander que la prochaine session du Conseil ne commence que le 24 mai, au lieu du 20 mai.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je dois dire que le Secrétariat, en consultation avec le Président, a eu beaucoup de peine à prendre la décision de proposer la date du 20 mai pour l'ouverture de notre prochaine session. Nous avons examiné toutes les éventualités et ce n'est qu'après un long examen que nous avons fini par nous mettre d'accord sur cette date du 20 mai. Il est inutile que je répète une fois encore les raisons pour lesquelles cette date a été choisie. J'espère que le représentant de l'Inde voudra bien, pour faciliter les travaux du Conseil ainsi que ceux d'autres organes des Nations Unies, ne pas trop insister sur la date du 24 mai qu'il a avancée.

Je suis, bien entendu, à la disposition du Conseil. C'est à ses membres qu'il appartient de prendre la décision, et chacun d'eux connaît la situation.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Bien que cette date soulève des difficultés pour ma délégation, je n'ai pas l'intention de chercher à imposer mon point de vue à mes collègues. Cependant, je remarque qu'au cours de sa prochaine session, le Conseil se réunira le matin et l'après-midi, les séances des comités de rédaction et des autres comités étant tenues simultanément. Par conséquent, chaque délégation devra prévoir un personnel suffisant pour faire face à ces diverses obligations. Si le Conseil se réunissait le 20 mai déjà, ma délégation se trouverait dans l'impossibilité de participer entièrement à ses travaux, au moins au cours de la première semaine. S'il était donc possible de remettre la date d'ouverture de la session au 24 mai, nous en serions très heureux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil m'informe que le programme provisoire de la vingtième session a été distribué à toutes les délégations. On remarquera, dans ce document, qu'au cours de la première semaine de la session, il n'y aura pratiquement aucune séance du Conseil. Il y aura des séances du Comité permanent des pétitions, qui ne requièrent pas la présence de tous les membres du Conseil.

Dans ces conditions, j'espère que la délégation de l'Inde ne se heurtera pas à trop de difficultés.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je n'insisterai pas sur ma proposition si je puis ainsi aider le Conseil. Mais pourriez-vous, Monsieur le Président, nous dire quand la présente session terminera ses travaux ?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Selon les renseignements dont je dispose, la présente session devrait prendre fin au cours de la semaine prochaine. Cependant, le statut du Cameroun sous administration française n'a pas encore été reçu par le Secrétariat. S'il devait être discuté, il serait difficile, pour le Secrétariat ou pour moi-même, de prévoir la date de la fin de notre session. Si ce statut n'est pas discuté, je pense que nous terminerons assez tôt la semaine prochaine.

Si aucune objection n'est présentée, je considérerai que le Conseil est d'accord pour fixer la date d'ouverture de sa vingtième session au 20 mai.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire l'attention du Conseil sur les articles 4 et 10 du règlement intérieur, en vertu desquels le Secrétaire général notifie aux membres du Conseil, ainsi qu'à certains autres organes, la date et le lieu de la première séance de chaque session et leur communique l'ordre du jour provisoire au moins trente jours d'avance. Etant donné que nous sommes le 3 mai, il est évidemment impossible d'appliquer ces deux règles, Je propose donc que le Conseil décide d'en suspendre l'application. Si personne ne présente d'objections, je considérerai qu'il en est ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Certaines délégations ont exprimé le désir de recevoir l'ordre du jour provisoire de la prochaine session aussitôt que possible. Normalement, le Secrétariat ne devrait le préparer qu'après la fin de la présente session; mais, comme le Conseil est très en retard sur son horaire et que la date d'ouverture de la prochaine session est à moins de quatre semaines, je propose que le Secrétariat soit invité à établir dès maintenant l'ordre du jour de la prochaine session et à le communiquer aux délégations.

Il en est ainsi décidé.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENVOI D'UNE MISSION DE VISITE PERIODIQUE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE DE L'AFRIQUE ORIENTALE EN 1957 [point 5 de l'ordre du jour] (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à la pratique établie, chaque mission de visite périodique est composée de quatre personnes désignées respectivement par quatre Etats Membres. J'invite le Conseil à procéder au choix de ces quatre Etats Membres. En ce qui concerne la méthode, je renvoie le Conseil à l'article 41 du règlement intérieur qui se lit ainsi :

"L'élection du Président et celle du Vice-Président du Conseil de tutelle ont lieu au scrutin secret et séparément. Le Conseil peut décider que l'élection à tout autre poste ou fonction créé par le Conseil a lieu également au scrutin secret."

Je propose que les dispositions de cet article soient appliquées pour la désignation des membres de la mission de visite qui devra se rendre dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale. S'il n'y a pas d'objections, il en sera ainsi décidé. Le vote aura lieu au scrutin secret, conformément à l'article 43 du règlement intérieur.

Il en est ainsi décidé.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<u>Bulletins déposés :</u>	14
<u>Bulletins nuls :</u>	0
<u>Bulletins valables :</u>	14
<u>Abstentions :</u>	0
<u>Nombre de votants :</u>	14
<u>Majorité requise :</u>	8
<u>Nombre de voix obtenues :</u>	
Australie	14
France	13
Birmanie	12
Haïti	10
Union des Républiques socialistes soviétiques	4
Belgique	1
Chine	1

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus Membres de la Mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale : Australie, France, Birmanie et Haïti.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je propose que l'approbation des personnes qui doivent être nommées par les Etats Membres qui viennent d'être élus, ainsi que le mandat de la Mission de visite fassent l'objet d'un examen lors de la prochaine session du Conseil.

S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

AVENIR DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA [résolution 1065 (XI) de l'Assemblée générale] (A/RES/498) [Point 12 de l'ordre du jour]

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi de la résolution 1065 (XI) de l'Assemblée générale. Cette résolution concerne l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika ainsi que le mandat de la Mission de visite qui se rendra prochainement dans ce Territoire. Etant donné que ces deux questions seront examinées à la prochaine session du Conseil, je propose l'ajournement de l'examen de la résolution de l'Assemblée jusqu'à la vingtième session.

S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

EXAMEN DES PETITIONS [Point 4 de l'ordre du jour] :

- a) 190ème et 191ème RAPPORTS DU COMITE PERMANENT DES PETITIONS (T/L.752 et L.756)
- b) PROJET DE RESOLUTION PRESENTE PAR L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (T/L.748)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de tutelle est saisi des 190ème et 191ème rapports du Comité permanent des pétitions (T/L.752 et L.756).

Le 190ème rapport, que nous allons examiner en premier lieu, concerne des pétitions relatives au Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française. Il contient en annexe quatre projets de résolutions proposés par le Comité. Conformément à la procédure habituelle, je mettrai aux voix séparément chacun de ces projets de résolutions.

Par 7 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le projet de résolution I est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le projet de résolution II est adopté.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation désire soumettre l'amendement suivant au dispositif du projet de résolution III : Remplacer les mots "Prend note des observations de l'Autorité administrante" par les mots "Appelle l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante".

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je regrette, mais je serai obligé de voter contre cet amendement.

Par 6 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'amendement syrien est rejeté.

Par 7 voix contre 6, avec une abstention, le projet de résolution III est adopté.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne le projet de résolution IV, on trouve au paragraphe 5 de la partie correspondante du rapport, page 10, le texte de l'alinéa suivant soumis au Comité :

"Recommande à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires afin que les terres prises aux autochtones dont il est question dans la pétition leur soient rendues, et afin qu'ils soient pleinement indemnisés pour les dommages qu'ils ont soufferts."

Je demande que ce texte soit mis aux voix.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Il n'y a jamais eu de terres prises aux habitants du Territoire et ils n'ont jamais souffert aucun dommage. Il s'agit d'une concession classique de terres qui a été faite suivant les règles. L'avis au public a été publié au Journal officiel du 10 septembre 1947 et une palabre d'information fut tenue sur le terrain même le 21 juin 1948 en présence de tous les notables du village. Il s'agit d'une concession qui avait été faite sur des biens sans maître.

Je regrette que le représentant de l'Union soviétique ne soit pas plus au courant du régime des concessions dans les Territoires sous tutelle.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'amendement soviétique est rejeté.

Par 7 voix contre une, avec 6 abstentions, le projet de résolution IV (T/L.752, Annexe, p. 2) est adopté.

M. BENDRYCHEV (Union des républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai voté contre le projet de résolution IV en raison du rejet de l'amendement tendant à ce que les terres aliénées mentionnées par les pétitionnaires soient restituées aux autochtones et à ce que ceux-ci soient pleinement indemnisés du préjudice subi.

Par 7 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le Conseil adopte la recommandation figurant au paragraphe 3, page 2, du document T/L.752, à l'effet que le Conseil décide qu'il n'est pas besoin de renseignements particuliers sur les mesures prises à la suite des résolutions I-IV.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi du 191ème rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.756). Je donne la parole au Président du Comité.

U PAW HTUN (Birmanie), Président du Comité permanent des pétitions, (interprétation de l'anglais) : Il paraît superflu d'attirer l'attention sur le nombre relativement restreint des pétitions qui ont pu être dûment examinées par le Comité permanent des pétitions durant la présente session. Ce fait, clairement mentionné dans le 191ème rapport, a été déjà évoqué il y a quelques jours par le Sous-Secrétaire. M. Cohen nous a dit qu'à la dix-septième session du Conseil de tutelle 399 pétitions avaient été examinées au cours de 65 séances du Comité permanent, soit une moyenne de 6 pétitions par séance; alors qu'à la dix-huitième session 229 pétitions avaient été examinées au cours de 54 séances, soit une moyenne de 4 pétitions par séance. Durant la dix-neuvième session, 58 pétitions ont été examinées au cours de 37 séances, soit moins de 2 pétitions par séance.

L'une des raisons de ce faible chiffre est que le Comité n'a pu tenir que 12 séances avant l'ouverture de la session du Conseil, étant donné le court laps de temps qui s'est écoulé, cette année, entre la fin de la session de l'Assemblée générale et le début des réunions du Comité. Au surplus, 8 de ces séances ont été consacrées à l'examen de 539 communications et pétitions de caractère général.

A la dix-septième session, le Comité avait tenu 35 séances avant l'ouverture de la session et il n'avait eu à examiner que 69 communications et pétitions de caractère général; à la dix-huitième session, il avait tenu 20 séances avant l'ouverture de la session et n'avait eu à examiner que 22 communications et pétitions de caractère général.

Comme on sait, lorsque le Conseil est en session le Comité permanent des pétitions ne peut guère se réunir qu'une fois par jour; encore le nombre de ses séances diminue-t-il lorsque commencent à se réunir les comités de rédaction, qui prennent le temps d'un certain nombre de membres du Conseil ainsi que celui des représentants spéciaux. Cet aspect de la tâche du Comité permanent des pétitions, ainsi que l'examen d'un nombre considérable de communications de caractère général (dont 5 seulement ont été reclassées), méritent de retenir l'attention du Comité chargé d'étudier la procédure d'examen des pétitions. Cette question a déjà été évoquée au Conseil de tutelle. Je ne m'y attarde pas.

Je tiens à exprimer ma gratitude aux membres du Comité permanent pour leur précieuse coopération et à remercier vivement le personnel du Secrétariat.

M. SMOIDEREN (Belgique) : Je tiens à rendre publiquement hommage au Président du Comité permanent des pétitions, qui a exercé sa haute charge dans des conditions extrêmement difficiles. J'ai fort apprécié la déclaration qu'il vient de faire et qui me paraît extrêmement exacte.

Dans le paragraphe 3 du document T/L.756, on a cru devoir donner au Conseil quelques explications concernant le retard des travaux du Comité et le fait qu'un très petit nombre seulement de pétitions aient été examinées. Il me paraît que les raisons données dans ce document sont loin d'être complètes. Le Président du Comité vient très pertinemment de faire remarquer qu'étant donné que la onzième session de l'Assemblée générale a été retardée de deux mois, le Comité n'a pas pu se réunir longtemps avant l'ouverture de la session du Conseil de tutelle. Je crois que c'est là qu'il faut trouver la raison principale du retard, et non pas dans les faits allégués au paragraphe 3. En effet, on a toujours vu que des représentants spéciaux étaient occupés au Conseil de tutelle, que certains délégués du Comité permanent des pétitions avaient des missions à remplir aux comités de rédaction.

La véritable raison réside dans le retard de la session de l'Assemblée générale. Cette remarque est d'autant plus pertinente que les membres du Conseil doivent savoir que cette situation va se prolonger au cours de la session suivante. Le retard de l'Assemblée générale va entraîner un télescopage de toutes les sessions du Conseil de tutelle. Il est certain que le Comité permanent des pétitions ne pourra pas se réunir longtemps avant l'ouverture de la vingtième session du Conseil de tutelle.

Je tenais à fixer ce point puisque, d'après la déclaration très pertinente du Président du Comité, il apparaît qu'autrefois le Comité des pétitions a tenu vingt séances, voire trente-cinq séances avant l'ouverture de la session du Conseil. Cette fois-ci, ce nombre a été réduit à douze. C'est là, me semble-t-il, la raison fondamentale du retard apporté à l'examen des pétitions.

M. JAIPAL (Inde)(interprétation de l'anglais): Le Comité des pétitions, dans sa tâche ingrate, a obtenu des résultats supérieurs à ce qu'on pouvait attendre. Le Comité a travaillé dans des circonstances extrêmement difficiles et nous tenons à féliciter ses membres.

Nous constatons cependant qu'il y a 933 pétitions du Cameroun français en souffrance. Comme on sait, un Comité a été chargé d'étudier une procédure propre à permettre l'examen accéléré des pétitions en provenance des Territoires sous tutelle.

Ma délégation voudrait savoir si ce Comité étudiera la meilleure façon de traiter ces 933 pétitions qui constituent un arriéré assez considérable.

Une réponse à cette question aiderait ma délégation à se prononcer au sujet du projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique et faisant l'objet du document T/L.748.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je crois que le Comité qui a été désigné par le Conseil de tutelle a un mandat assez précis. Il est chargé d'étudier la procédure relative aux pétitions en général. Si, toutefois, le Conseil désire ajouter au mandat du Comité la suggestion du représentant de l'Inde, il lui est loisible de le faire.

M. JAIPAL (Inde)(interprétation de l'anglais): Je n'ai pas fait de suggestion. Je veux simplement savoir si le Comité étudiera la meilleure façon de régler cet arriéré. La réponse que vous venez de me donner est parfaitement claire et me donne satisfaction.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je crois qu'on peut déduire que le Comité étudiera la question.

Vous avez entendu le Président du Comité des pétitions. J'attire l'attention sur le paragraphe 7 du document T/L.756 recommandant que deux pétitions (T/PET.5/L.433 et Add.1 et T/PET.7/L.32) soient ajoutées à la partie B de l'Annexe de l'ordre du jour. Je mets aux voix cette recommandation du Comité.

La recommandation est adoptée à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Il semble que le Conseil puisse prendre acte du rapport.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Le Conseil est saisi d'un projet de résolution présenté par l'Union soviétique (T/L.748), qui traite du Cameroun sous administration française. Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe): Le projet de résolution s'explique de lui-même. Au surplus, la déclaration faite à propos du rapport sur le Cameroun français par le représentant de l'Union soviétique contenait toutes observations nécessaires.

Le rapport du Comité des pétitions que nous avons examiné antérieurement indiquait que les pétitions en provenance du Cameroun français, mentionnées à l'ordre du jour de la présente session et qui n'ont pas encore été examinées, sont au nombre de 933, auxquelles doit s'appliquer la procédure habituelle. Il y a, de plus, des milliers d'autres pétitions qui posent des questions d'ordre général, dont certains très graves.

En d'autres termes, la situation est telle qu'il convient de prendre des mesures d'urgence afin que ces pétitions soient étudiées d'urgence et à fond par le Conseil de tutelle. C'est dans cette intention que le projet de résolution propose l'envoi, au cours de l'année 1957, au Cameroun sous administration française, d'un comité chargé d'examiner sur place les pétitions en consultation avec l'Autorité administrante. Ce comité devrait faire rapport au Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Après la déclaration du représentant de l'Union soviétique, j'attire l'attention du Conseil sur l'article 65 du règlement intérieur, ainsi libellé :

"Aucune résolution entraînant des dépenses imputables sur les fonds des Nations Unies ne recevra l'approbation du Conseil de tutelle si celui-ci n'a été préalablement saisi d'un rapport du Secrétaire général sur l'incidence financière de la proposition, ainsi que d'une prévision des dépenses qu'entraînerait la proposition en question".

J'invite M. Cohen, Sous-Secrétaire, à entretenir le Conseil des incidences financières de la proposition de l'Union soviétique.

M. COHEN (Sous-Secrétaire chargé du Département de la Tutelle et des territoires non autonomes)(interprétation de l'anglais): A ce stade de l'examen du projet de résolution de l'Union soviétique, et alors que les détails ne sont pas encore clairs, nous ne pouvons faire qu'une déclaration d'ordre général au sujet des incidences financières de cette proposition. Cette déclaration est fondée sur l'hypothèse d'un comité de quatre membres appelé à passer treize semaines, ou trois mois environ, au Cameroun sous administration française. Les frais de transport et l'indemnité allouée aux quatre membres du comité représenteraient 13.480 dollars. Dans l'hypothèse d'un comité de six membres, les frais seraient évidemment augmentés en proportion. Le nombre de fonctionnaires affectés au comité dépendrait du mandat précis qui serait le sien. Si la tâche du comité était analogue à celle du Comité permanent des pétitions, le personnel, en plus du personnel technique, devrait comprendre interprètes, traducteurs, rédacteurs de procès-verbaux, etc. Le nombre d'interprètes et de traducteurs serait fonction de la composition du comité. Pour chaque fonctionnaire, les frais de transport et l'indemnité quotidienne représenteraient environ 2.400 dollars.

A supposer que le personnel requis serait à peu près aussi nombreux que celui qui assure le service du Comité des pétitions au Siège, une dépense d'environ 50.000 à 70.000 dollars devrait être envisagée.

Si, d'autre part, ce Comité se voyait confier un mandat analogue à celui d'une Mission de visite, les dépenses de personnel pourraient être réduites de 25.000 dollars. Les frais de transport locaux, de location et d'équipement des bureaux, des services de communication et de transport de documents ont été estimés à environ 15.000 dollars.

M. SMOIDEREN (Belgique) : Il y a un certain nombre d'années déjà que je m'occupe presque exclusivement de problèmes relatifs à la tutelle, et je dois avouer que le projet de résolution dont nous sommes saisis est bien le plus étrange document qu'il m'ait été donné de lire.

Je tiens à remercier le Sous-Secrétaire pour les informations d'ordre financier qu'il a bien voulu nous donner, mais je tiendrais quand même à faire quelques remarques d'ordre général sur le fond même de cette résolution.

La première remarque que je désire faire, c'est que ce projet de résolution crée une confusion entre l'envoi de missions périodiques dans le Territoire et la procédure admise pour l'examen des pétitions. On sait, en effet, que les habitants des Territoires sous tutelle bénéficient d'un certain nombre de garanties. Parmi ces garanties, nous pouvons citer l'envoi d'une Mission de visite périodique dans les Territoires. Mais je ne savais pas qu'en 1957 une Mission se rendrait au Cameroun.

En second lieu, les habitants des Territoires sous tutelle ont également le droit de présenter des pétitions. Mais ces pétitions font l'objet d'une procédure bien établie au Conseil, comme on le sait.

La seconde remarque que je voudrais faire, c'est que ce projet de résolution pose le principe d'une discrimination dans l'examen des pétitions en provenance des divers Territoires. Jusqu'ici, en effet, on a toujours traité de façon égale les pétitions venant de différents Territoires sous tutelle. Ce projet de résolution, au contraire, pose un principe et un précédent dangereux. De quel droit les pétitionnaires du Cameroun sous administration française seraient-ils mieux ou moins bien traités que des pétitionnaires en provenance, par exemple, de la Somalie sous administration italienne ou

du Tanganyika ? Il me semble qu'il y a là un précédent extrêmement dangereux. Pour ma part, je suis en faveur d'un traitement égal pour tous les pétitionnaires et pour toutes les pétitions.

Ce qui importe, en effet, ce n'est pas le nombre de pétitions qui proviennent d'un territoire donné, c'est leur valeur intrinsèque. C'est cette valeur intrinsèque qui sert de base à la classification des pétitions et non pas le nombre.

La troisième remarque que je voudrais faire concerne un des considérants de ce projet de résolution qui dit, notamment : "Notant que la majeure partie de ces pétitions n'a pas encore été examinée ..." Je crois que c'est là faire peu de cas du travail qui est accompli ici par le Conseil de tutelle. Si l'on vise par là les 33.000 communications ou les 4.500 nouvelles communications qui nous sont parvenues récemment, cette affirmation est tout à fait inexacte, car le Conseil a, à deux reprises, institué des Comités de classement (Screening Committees) qui se sont livrés à un travail extrêmement utile et pénible.

Ces Comités ont, en effet, élaboré des résumés qui - et j'insiste là-dessus - ont une valeur légale au regard de l'article 85 du règlement intérieur. Le Conseil a, plus tard, lors de l'examen de la situation dans le Territoire, eu l'occasion de s'exprimer au sujet de ces pétitions en se fondant sur les résumés qui avaient été faits par ces Comités. Il n'est donc pas exact de dire que ces communications n'ont jamais été examinées par le Conseil.

Si, au contraire, ce considérant vise les pétitions qui n'ont pas encore été examinées par le Comité des pétitions, je suis obligé de rappeler au Conseil que cette situation - bien connue d'ailleurs des membres du Conseil - a reçu une solution. Il y a quelques jours à peine, nous avons décidé de créer un Comité pour la révision de la procédure. Ce Comité aura à faire des propositions à bref délai - des propositions très précises qui permettront de rattraper le retard.

Il ne reste encore une quatrième remarque à faire, et j'avoue qu'elle est de nature assez comique. En effet, on nous dit que de nombreuses pétitions sont parvenues aux Nations Unies, et l'on ajoute qu'il faudrait envoyer, au Cameroun sous administration française, un Comité en vue d'examiner sur place les pétitions mentionnées ci-dessus. Mais, si on veut les examiner sur place, il faut les examiner à New-York, au Secrétariat des Nations Unies.

C'est là qu'est leur place, et non pas au Cameroun sous administration française; elles ont quitté ce Territoire depuis longtemps.

En conclusion, c'est là un projet de résolution qui, non seulement crée une confusion - volontaire, je crois - entre l'envoi de Missions de visite périodiques et l'examen des pétitions, mais encore qui pose le principe extrêmement dangereux d'une discrimination dans le traitement accordé à l'examen des pétitions, sans oublier qu'il porte sur les travaux du Conseil un jugement plutôt arbitraire, puisque ces communications et ces pétitions ont été examinées ou que des mesures ont été prises en ce sens. Il propose, enfin, d'examiner sur place, au Cameroun, des pétitions qui se trouvent depuis longtemps à New-York. Je crois que tout autre commentaire est superflu.

M. BARGUES (France) : Je souscris entièrement aux observations qui viennent d'être présentées par le représentant de la Belgique.

Je voudrais toutefois attirer l'attention du Conseil sur l'un des arguments de l'exposé belge, auquel mon collègue ne semble pas avoir attaché une importance supérieure à celle qu'il a apportée à l'examen des autres points, mais qui paraît à ma délégation comme représentant l'objection majeure à l'encontre du projet de résolution déposé par la délégation de l'Union soviétique.

L'Article 87 de la Charte, qui est visé dans l'un des considérants du projet de résolution, envisage dans les Territoires sous tutelle une seule nature de Mission de visite. Ces Missions de visite font l'objet de l'alinéa c) de l'Article 87. Ce paragraphe précise en effet que l'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil de tutelle peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, "faire procéder à des visites périodiques dans les territoires administrés par ladite autorité" - il s'agit de l'Autorité chargée de l'administration - "à des dates convenues avec elle". Alors que l'alinéa b), qui est visé dans l'un des considérants du projet de résolution soviétique, charge l'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil de tutelle de "recevoir des pétitions et les examiner en consultation avec ladite autorité". Il est impossible, aux termes de l'Article 87 de la Charte, de décider que le Conseil de tutelle enverra, afin de recevoir des pétitions et de les

examiner en consultation avec l'Autorité administrante, une Mission de visite qui sortirait du cadre des visites périodiques prévues à l'alinéa c).

Dans ces conditions, l'Autorité administrante se verrait, si une décision différente était prise par le Conseil de tutelle, dans l'obligation de lui opposer l'Article 87 de la Charte et ne pourrait accepter de recevoir une telle Mission dans le Territoire.

M. MUFTI (Syrie) : Le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique ne crée, à notre avis, aucune confusion. Il n'a rien à voir avec les missions de visites périodiques qui sont prévues aux articles 94, 95 et 96 du Règlement intérieur. Ce projet de résolution peut très bien se prévaloir de l'article 97 du Règlement intérieur, qui stipule que

"Le Conseil de tutelle, en accord avec l'Autorité chargée de l'administration, peut procéder à des enquêtes spéciales ou à des études lorsqu'il considère que les conditions régnant dans le Territoire sous tutelle rendent désirable une telle action."

En effet, le fait que 933 pétitions émanant du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française n'aient pu être examinées par le Comité permanent des pétitions justifie pleinement l'enquête ou l'étude que la mission proposée pourra entreprendre sur place.

Si le Conseil de tutelle n'adoptait pas le projet de résolution soumis par le représentant de l'Union soviétique, les pétitionnaires du Cameroun sous administration française feraient l'objet d'une discrimination, car les pétitions qui ont été présentées par les habitants du Cameroun sous administration française ne pourraient être examinées à temps.

Quant au Comité qui a été chargé par le Conseil de tutelle de reviser le règlement relatif à l'examen des pétitions, nous ne pensons pas que son mandat lui confie la tâche d'étudier les pétitions auxquelles je viens de me référer.

Par conséquent, ma délégation sera en mesure, pour les raisons que je viens d'exposer, d'appuyer le projet de résolution du représentant de l'Union soviétique.

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : A notre 772ème séance, nous avons décidé d'établir un comité spécial pour étudier la procédure à suivre par le Conseil en vue d'améliorer les méthodes employées pour l'examen des pétitions. Ce Comité fera rapport à la vingtième session, qui commencera ses travaux - nous l'avons décidé - dans moins de trois semaines. Au cours de ce débat, la délégation du Guatemala avait indiqué que les délégations devraient faire des recommandations à ce Comité.

Le représentant de l'Inde, dans une analyse particulièrement réaliste de la question, a fait remarquer que le problème s'était présenté à la suite de

M. Thorp (Nouvelle-Zélande)

la réception d'un nombre considérable de pétitions émanant d'un seul Territoire. Je crois que le représentant de l'Inde a parlé d'une crise, à laquelle nous devrions remédier par des méthodes spéciales.

Nous avons donc créé un comité spécial. Je suis surpris que l'on nous demande maintenant de revenir sur une décision. Bien entendu, rien - si ce n'est son bon sens - n'empêche le représentant de l'Union soviétique de présenter sa proposition au Comité de revision. La question qui se pose est de savoir si cette question relève de la compétence de ce Comité. Vous avez dit vous-même, Monsieur le Président, qu'il semblait certain que le Comité se saisirait de cette question. Je partage votre opinion et mon point de vue me semble d'autant plus logique après la déclaration faite par le représentant de la Birmanie, qui a dit notamment :

"... le Comité de revision, en étudiant la procédure et les difficultés qui existent, devrait également prendre en considération l'arriéré des pétitions, le nombre des pétitions pour lesquelles aucun renseignement complémentaire n'a été reçu, les pétitions sur lesquelles aucune observation n'est parvenue des Autorités administrantes et celles pour lesquelles le délai, tel qu'il est mentionné à l'article 86, paragraphe 4 du règlement intérieur, est écoulé. Le Comité devrait alors s'assurer des raisons de cette situation." (T/PV.772, p. 7)

Sans aborder le fond même de la proposition, qui a été parfaitement analysé par les représentants de la Belgique et d'autres pays, et indépendamment de la question des frais impliqués, ma délégation s'opposera à ce projet de résolution.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : Je ne voudrais priver personne du droit de prendre position en ce qui concerne ce projet de résolution. Je tiens, cependant, à faire quelques observations sur les remarques émises par les représentants de la Belgique, de la France et de la Nouvelle-Zélande. Je n'ai pas grand-chose à dire en ce qui concerne la déclaration du représentant de la Belgique. Elle ne vaut pas la peine d'être analysée et ne mérite pas que je m'y attarde. Il peut trouver ses propres commentaires sur l'examen des pétitions sur place

fort spirituels, mais je sais que les autres membres du Conseil comprennent bien ce que j'ai voulu dire. En parlant d'"examen sur place", je veux évidemment parler du Cameroun sous administration française. Il me semble donc qu'il n'y a pas lieu de crier à la discrimination. C'est lorsque des pétitions restent sans examen que l'on peut se plaindre de discrimination. Certaines pétitions sont restées en suspens pendant des années; rien n'a été fait à leur sujet. Il y a des milliers de pétitions auxquelles on n'a ainsi donné aucune suite. On a, par contre, examiné les pétitions émanant des autres Territoires, parce qu'elles étaient beaucoup moins nombreuses.

C'est pourquoi, il y a réellement discrimination, et notre projet de résolution tend précisément à éliminer cette discrimination, dont les pétitionnaires du Cameroun sous administration française sont les victimes.

On a objecté qu'il existe un comité chargé de reviser la procédure. Mais ceci n'a aucun rapport avec le sujet que nous discutons. Le Comité de revision de la procédure a été créé en vue d'améliorer la procédure d'examen des pétitions. Or, nous nous trouvons maintenant devant un cas particulier et il s'agit surtout de savoir comment nous pourrions étudier les pétitions qui ont été reçues et qui n'ont pas encore été examinées. Il s'agit donc de deux questions différentes. Il est possible que le Comité de revision de la procédure réussisse à apporter des modifications de nature à éviter le retour d'une pareille situation dans l'avenir et peut-être sera-t-il alors possible d'examiner toutes les pétitions à temps et de faire les recommandations appropriées. Toutefois, ceci ne concerne que l'avenir. Pour ce qui est du présent, la situation est claire : nous avons un grand nombre de pétitions à étudier; elles doivent être examinées objectivement, avec l'aide de l'Autorité administrante, et les recommandations qui s'imposent doivent être faites à l'Autorité administrante dans le plus bref délai possible.

Je ne comprends pas la déclaration du représentant de la France qui s'est référé à l'Article 87 de la Charte. L'Article 87 de la Charte déclare :

"L'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil de tutelle, dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent :

...

"b. recevoir des pétitions et les examiner en consultation avec ladite autorité."

C'est tout ce qui est dit au sujet des pétitions. La Charte ne se prononce pas sur la méthode d'examen des pétitions, la procédure à suivre ou les comités à nommer. La Charte ne stipule pas que les pétitions doivent être examinées par le Comité permanent des pétitions qui siège à New-York. La Charte n'en souffle mot. Mais par contre, ce qu'elle prévoit est repris dans notre projet de résolution qui indique, en effet, que le Comité étudiera les pétitions et que, conformément à l'Article 87, les pétitions seront examinées "en consultation avec" l'Autorité administrante. Je ne comprends donc pas pourquoi le représentant de la France a jugé bon de se référer à cet Article.

Pour finir, ma délégation tient à exprimer l'espoir qu'à l'avenir la délégation de la France, en tant que représentante de l'Autorité administrante, coopérera dans toute la mesure du possible afin que les pétitions qui se seront accumulées à l'Organisation des Nations Unies puissent être examinées avec toute l'objectivité nécessaire et aussi rapidement que possible.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je n'avais pas l'intention de parler aujourd'hui au sujet du projet de résolution de l'Union soviétique (T/L.740) et me réservais d'expliquer après coup le vote de ma délégation. En fait, ma délégation se juge en mesure de voter pour le projet de résolution dont nous sommes saisis, étant donné qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de dispositif adéquat pour examiner le grand nombre de pétitions relatives au Cameroun sous administration française qui ont été adressées au Conseil de tutelle. Le Comité permanent des pétitions n'est pas à même de les examiner et le nouveau comité chargé d'étudier la procédure d'examen des pétitions ne s'est pas encore réuni. Il n'a d'ailleurs pas mandat d'examiner ces pétitions. Le Président a fourni des précisions, à ce propos, lorsqu'il a répondu à ma question. Il a ajouté que le Comité prendrait implicitement la situation en considération. Il y a une grande différence, selon nous, entre prendre une situation en considération et examiner effectivement les 935 pétitions dont le Conseil de tutelle est saisi.

Il incombera au Comité de prendre les dispositions voulues, conformément au mandat qu'il a reçu du Conseil de tutelle; je ne crois pas que nous puissions nous fonder sur des suppositions pour aller de l'avant.

Comme l'a fait remarquer le représentant de la Nouvelle-Zélande en des termes strictement identiques aux miens, nous sommes en présence d'une situation d'urgence et il importe de trouver une procédure adaptée aux circonstances. C'est une telle procédure qu'envisage le représentant de l'URSS lorsqu'il invite le Conseil à décider d'envoyer au Cameroun sous administration française un comité chargé d'examiner les pétitions. Un tel comité différerait considérablement, croyons-nous, d'une mission de visite. Je suis d'accord sur ce point avec le représentant de la Syrie. Il y a lieu de prendre des mesures spéciales pour faire face à une situation spéciale. L'envoi d'un comité spécial au Cameroun sous administration française serait conforme aux dispositions tant de la Charte que de l'Accord de tutelle.

Le représentant de la Belgique croit discerner dans le projet de résolution une tendance discriminatoire qui, selon nous, ne s'y reflète pas. Dans l'esprit de ma délégation, il n'y aurait aucune raison de parler de discrimination (dans la meilleure acception de ce malheureux mot), si tous les Territoires sous tutelle étaient également bien administrés.

M. Jaipal (Inde)

Mais le représentant de la Belgique a cmis de souligner - parmi les nombreuses anomalies que présente la situation - une anomalie particulièrement frappante; je veux parler du fait que la plus grande partie des pétitions sont envoyées, me dit-on, du Territoire voisin du Cameroun sous administration britannique. Il sera donc nécessaire que le Comité spécial, s'il est créé, se rende au Cameroun sous administration britannique, où les pétitionnaires semblent avoir trouvé refuge. Je ne sais si notre collègue du Royaume-Uni acceptera que ce Comité se rende au Cameroun sous administration britannique, puisque la France a refusé de prendre en considération la proposition de l'Union soviétique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au vu d'une des remarques formulées par le représentant de l'Inde, je dois apporter une précision sur le rôle du Comité spécial. Je n'ai pas dit que le Comité avait pouvoir d'examiner les pétitions. Tout ce que j'ai voulu dire - et je crois que le représentant de l'Inde m'a bien compris - c'est que ce Comité sera peut-être en mesure de faire des suggestions au sujet d'une procédure d'examen de ces pétitions; mais il n'examinera certainement pas les pétitions quant au fond.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je crois avoir compris que le mandat du Comité en question tend à reconsidérer la procédure d'examen des pétitions en vue de rechercher si une procédure plus appropriée ne pourrait être adoptée pour l'examen des très nombreuses pétitions qui parviennent au Conseil de tutelle.

J'ai écouté avec intérêt les paroles du Président. Le Comité n'a pas pouvoir d'examiner les pétitions provenant de tel ou tel Territoire sous tutelle. Se départir de la procédure établie à propos d'un Territoire en particulier pourrait s'avérer dangereux. La Quatrième Commission en a fait l'expérience lors de la dernière session de l'Assemblée générale.

Le projet de résolution de l'Union soviétique se réfère à l'alinéa b) de l'Article 87 de la Charte. Le représentant de la France a fait remarquer à cet égard que l'Article 87 de la Charte ne donne pas pouvoir au Conseil d'envoyer au Territoire sous tutelle une mission spéciale autre que la Mission de visite prévue. Le représentant de la Syrie ne s'est pas élevé contre la position prise par le représentant de la France. Il s'est borné à invoquer l'article 97, du règlement intérieur du Conseil de tutelle, ainsi conçu :

"Le Conseil de tutelle, en accord avec l'Autorité chargée de l'administration, peut procéder à des enquêtes spéciales ou à des études lorsqu'il considère que les conditions régnant dans le Territoire sous tutelle rendent désirable une telle action."

Dans ces conditions, le préambule du projet de résolution T/L.746, qui se réfère à l'alinéa b) de l'Article 37 de la Charte, devrait être modifié de façon à se référer à l'article 97 du règlement intérieur du Conseil de tutelle.

Le représentant de l'Union soviétique, au lieu d'accepter la modification du préambule de son projet de résolution, a insisté sur le fait que le Conseil dispose des pouvoirs nécessaires en vertu de l'Article 37 de la Charte. L'alinéa b) de l'Article 37 de la Charte précise que l'Assemblée générale peut "recevoir des pétitions et les examiner en consultation avec ladite Autorité." (L'Autorité administrante).

Le représentant de l'Union soviétique fait observer que la Charte ne donne aucune précision quant à la manière dont les pétitions doivent être acceptées ou examinées. Je ne puis croire qu'il ait perdu de vue le chapitre XV de notre règlement intérieur, qui comprend les articles 76 à 93. Si le représentant de l'Union soviétique veut bien prendre la peine de relire ce chapitre, il s'apercevra que, contrairement à ses dires, notre règlement intérieur prévoit une procédure expresse en la matière. De toute manière, même si le projet de résolution se réclamait de l'article 97 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, il n'en resterait pas moins à prouver sur quelle disposition de la Charte une telle mesure pourrait se fonder.

M. TODMAN (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Au cours d'une des déclarations faites par ma délégation pour présenter sa proposition tendant à la création d'un comité chargé de reconsidérer la procédure d'examen des pétitions, nous avons clairement indiqué que toute amélioration apportée à la procédure, dans ce domaine, devrait s'appliquer à l'important arriéré de pétitions dont l'examen est en souffrance. Je crois que la déclaration du Président en ce qui concerne le rôle du Comité est fondée. Le représentant de l'Inde a eu raison de dire, selon moi, qu'il appartiendrait au Comité de déterminer sa méthode de travail et je suis convaincu qu'un aspect de la tâche du Comité consistera à étudier les meilleurs moyens de disposer du nombre considérable de pétitions en souffrance.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Lorsque le représentant de l'Union soviétique a présenté son projet de résolution, nous l'avons écouté attentivement dans l'espoir de l'entendre justifier sa suggestion d'envoyer un comité dans le Territoire sous tutelle du Cameroun français. Cependant, aucune justification de ce genre n'a été donnée et, par conséquent, mises à part les importantes questions de principe qui ont été soulevées par d'autres orateurs, ma délégation ne pourrait, pour la seule raison que je viens d'indiquer, déjà, appuyer cette proposition.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais seulement dire un mot de la déclaration qu'a faite le représentant de l'Italie. Je ne puis me déclarer entièrement d'accord avec lui lorsqu'il indique qu'il serait peut-être plus judicieux de se référer, dans le projet de résolution, à l'article 97 du règlement du Conseil. Nous sommes d'avis que notre règlement tient ses pouvoirs du Chapitre XIII de la Charte et nous pensons que c'est donc à juste titre que l'auteur du projet de résolution a mentionné l'Article 87 b), et non l'Article 87 c) qui concerne les missions de visite périodiques.

Je voudrais rappeler, à cet égard, que la première pétition reçue par le Conseil de tutelle, après sa création, émanait du Sanka-Occidental, et qu'elle provoqua l'envoi d'une mission de visite spéciale dans ce Territoire sous tutelle. Ainsi, la proposition de l'auteur du projet de résolution n'est pas sans précédent, et de plus, je le répète, elle est conforme aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle.

M. BARGUES (France) : Je voudrais faire une brève mise au point en ce qui concerne l'interprétation des textes qui viennent d'être cités. Les représentants de l'Union soviétique et de la Syrie ont fait, en effet, des observations sur lesquelles je dois présenter des réserves.

Le premier considérant du projet de résolution de l'Union soviétique cite l'alinéa b) de l'Article 87. Mais, comme je l'ai fait observer précédemment, cet alinéa b) envisage uniquement la réception des pétitions et leur examen par le Conseil de tutelle, en consultation avec l'Autorité administrante. Les seules visites prévues par l'Article 87 de la Charte sont les visites périodiques, ainsi qu'il ressort de l'alinéa c).

Le représentant de la Syrie a, il est vrai, cité l'article 97 du règlement intérieur. Nous connaissons très bien cet article qui a été évoqué il y a deux ans déjà, devant le Conseil, dans une autre circonstance. Mais cet article 97 ne peut, évidemment, aller à l'encontre de l'Article 87 de la Charte, et d'ailleurs tel n'est pas son dessein, car il figure dans le chapitre XVI du règlement, intitulé "Visites dans les Territoires sous tutelle", et l'article 94 qui sert d'introduction à ce chapitre se réfère bien à l'alinéa c) de l'Article 87, qui prévoit donc les visites périodiques.

Si l'article 97 du règlement prévoit que le Conseil de tutelle "peut procéder à des enquêtes spéciales ou à des études ...", il n'est pas dit et il ne peut être dit que ces études sont confiées à une mission de visite autre que la mission de visite périodique. Telle a toujours été, d'ailleurs, la thèse du Gouvernement français, thèse que le Conseil de tutelle a confirmée lorsque, en 1955, il a envoyé dans le Togo sous administration française une mission chargée d'une étude spéciale au sujet de l'avenir du Territoire. Il s'agissait de la mission de visite périodique, de la mission de visite qui se rend dans le Territoire tous les trois ans.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Permettez-moi de répondre quelques mots aux observations faites par les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Le représentant des Etats-Unis a suggéré que le Conseil attende que le Comité compétent ait mis au point la procédure devant être utilisée à l'égard des pétitions qui sont actuellement pendantes devant les Nations Unies. Je répondrai à cela que même si le Comité trouvait une formule magique pour l'accomplissement du travail qu'exigent ces pétitions, celles qui sont actuellement pendantes devant notre Organisation n'en resteraient pas moins une année encore sans examen, puisque la procédure nouvelle n'entrera en vigueur qu'au cours de la première session de 1958. Je ne sais donc pas si une formule magique pourra être trouvée - sans doute, la procédure consistant à ne pas examiner du tout les pétitions serait-elle la plus aisée! - mais, que cette formule soit ou non découverte, rien ne pourra se faire avant l'an prochain.

Par conséquent, la proposition de l'Union soviétique me semble parfaitement justifiée, contrairement à ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni. Nous nous sommes d'ailleurs donné la peine d'expliquer clairement nos raisons dans le projet de résolution et d'indiquer pourquoi il nous semblait indispensable d'adopter une méthode nous permettant de mettre fin à cette situation anormale provoquée par l'accumulation d'un très grand nombre de pétitions qui ne sont pas examinées.

Quelles raisons supplémentaires voudrait-on nous voir avancer? Nous avons indiqué la raison véritable pour laquelle nous estimions qu'une solution devait être cherchée. Si d'autres délégations ont des propositions à formuler, nous les examinerons avec plaisir. Mais les faits sont les faits. Un grand nombre de pétitions n'ont pas encore été examinées et la délégation soviétique a cru nécessaire de présenter une proposition pour faire face à cette situation.

M. MUFTI (Syrie) : Le représentant de la France a essayé de nous prouver que les enquêtes et études spéciales entraient dans le cadre des missions de visite périodiques. Or ce n'est pas le cas, étant donné que l'article 98 du règlement intérieur indique que "tous les frais qu'entraînent les visites périodiques, les enquêtes et études spéciales, y compris les frais de voyage des missions de visite, sont à la charge de l'Organisation des Nations Unies".

Il appert par conséquent de cet article que les visites périodiques, d'une part, et d'autre part les enquêtes et études spéciales appartiennent à deux catégories différentes.

M. BARGUES (France) : Je ne voudrais pas prolonger cette discussion, mais je dirai qu'en effet il s'agit là de deux choses différentes. Les visites périodiques dans les Territoires comportent des voyages, alors que les enquêtes et études spéciales sont censées ne pas entraîner de frais de voyage, puisque l'article 98 ne prévoit que les frais de voyage des missions de visite. On ne parle donc pas des frais de voyage pour enquêtes et études spéciales, d'où nous devons conclure qu'elles sont faites à New-York.

M. MUFTI (Syrie) : Ce dernier argument ne m'a pas convaincu. C'est tout ce que je dirai, pour ne pas prolonger le débat.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je pense qu'ainsi tous les membres du Conseil désireux d'exprimer leur point de vue au sujet du projet de résolution ont pu le faire. Je voudrais demander au représentant de l'Union soviétique s'il a des suggestions en ce qui concerne la composition du Comité prévu dans le paragraphe 1 du dispositif, afin que je puisse mettre ensuite ce texte aux voix.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je pense que le Conseil pourra prendre une décision séparée en ce qui concerne cette question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le projet de résolution contenu dans le document T/L.748.

Par sept voix contre cinq, avec deux abstentions, le projet de résolution est rejeté.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique. Bien que nous nous rendions compte du travail et des frais qui résulteraient de la proposition de l'Union soviétique, ma délégation estime que le Conseil doit trouver immédiatement, dans le cadre de la Charte et de l'Accord de tutelle, les moyens propres à examiner les pétitions très nombreuses provenant du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française de la façon la plus efficace et la plus rapide. Ma délégation estime que les mesures proposées à cet effet par la délégation de l'Union soviétique permettraient au Conseil de procéder à cet examen. De l'avis de ma délégation, la mesure envisagée dans le projet de résolution est complètement différente de la désignation d'une mission de visite périodique. Elle est également en dehors de la compétence du Comité chargé de rechercher les moyens d'accélérer la procédure d'examen des pétitions. A notre avis, la proposition de l'Union soviétique constitue le seul moyen de résoudre le problème résultant de ces pétitions. C'est pourquoi ma délégation a voté en faveur de ce projet de résolution.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais expliquer le vote affirmatif de ma délégation sur le projet de résolution contenu dans le document T/L.748.

Ma délégation attache une importance toute spéciale au droit de pétition et nous estimons que le Conseil doit faire tout le possible pour assurer l'exercice de ce droit de la façon la plus effective. Quand une situation particulière se présente dans un Territoire sous tutelle à cause de circonstances exceptionnelles, le Conseil doit prendre des mesures appropriées pour tenir compte de cette situation. A notre avis, ces mesures sont prévues par l'Article 87, paragraphe 2, de la Charte et par les articles 96 et 97 du règlement intérieur.

Nous pensons que le Conseil a parfaitement le droit de désigner et d'envoyer dans le Territoire une Commission chargée d'examiner, en consultation avec l'Autorité administrante, les pétitions émanant des habitants de ce Territoire. Nous estimons qu'en agissant ainsi, nous ne faisons aucune discrimination car nous devons agir suivant les circonstances. La situation n'est pas la même dans les différents territoires et chacun d'eux doit être examiné selon la situation qui le caractérise.

Par ailleurs, nous savons qu'il y a un nombre considérable de pétitions provenant du Cameroun sous administration française et que le Comité permanent des pétitions n'a pas été à même, au cours des sessions antérieures et au cours de la session actuelle, d'examiner un nombre suffisant de ces pétitions, malgré tous les efforts qu'il a faits pour hâter son travail.

Dans ces conditions, nous avons estimé qu'il fallait trouver le moyen de résoudre le problème et de surmonter les difficultés qui se sont présentées dans l'exercice du droit de pétition dont jouissent les habitants de ce Territoire. Comme nous ne voyons pas d'autres moyens que celui qui nous est proposé par la délégation de l'Union soviétique, ma délégation a appuyé le projet de résolution qu'elle a présenté.

Nous avons écouté avec la plus grande attention les explications et l'analyse du représentant de la France. Nous ne pensons pas que cela justifie le refus d'accorder au Conseil la possibilité d'envoyer un Comité spécial, s'il le juge nécessaire, pour examiner une situation particulière à un territoire. Nous sommes sûrs que le refus du représentant de la France d'admettre un tel Comité n'aurait pas été maintenu si le projet de résolution avait été approuvé.

NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE PERMANENT DES PETITIONS /point 16 de l'ordre du jour/

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire l'attention du Conseil sur la deuxième phrase du premier paragraphe de l'article 90 du règlement intérieur : "Le Conseil désigne, à la fin de chaque session ordinaire, comme membres du Comité permanent jusqu'à la fin de la session ordinaire suivante, trois membres administrant des Territoires sous tutelle et trois membres n'ayant pas de responsabilités d'administration."

Dans des circonstances normales, la désignation des membres du Comité permanent des pétitions viendrait à la fin de la session. Mais, ici encore, notre retard nous impose de prendre des mesures exceptionnelles. Dès le début de la semaine prochaine, le Représentant spécial du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, ainsi que les membres du Comité consultatif de la Somalie, arriveront à New-York afin d'aider le Comité permanent des pétitions. Pour ne pas retarder ce travail, je pense qu'il est nécessaire que le nouveau comité soit constitué immédiatement. Je propose donc que la règle que je viens de rappeler au Conseil soit suspendue et que nous passions immédiatement à la nomination des membres du Comité permanent des pétitions.

M. MUFTI (Syrie): Ma délégation propose que ce point de l'ordre du jour ne soit examiné qu'après la suspension de séance habituelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant d'accéder à la demande du représentant de la Syrie, je voudrais savoir si les membres du Conseil sont disposés à examiner, après la suspension de séance, le point suivant de l'ordre du jour qui porte sur le Cameroun sous administration britannique. En effet, s'il n'en était pas ainsi, nous pourrions supprimer la suspension de séance.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation a toujours de la peine à recevoir les documents traduits en russe. Ce matin, nous n'étions pas encore saisis du rapport du Comité de rédaction sur le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et il nous faudrait un peu de temps pour l'étudier.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Dans ces conditions, nous pourrions avoir une suspension de séance de vingt minutes pour laisser toute latitude aux délégations de faire leur choix pour la désignation des membres du Comité permanent des pétitions. Nous procéderions à cette désignation après la suspension de séance.

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Dois-je comprendre que nous n'examinerons pas aujourd'hui le rapport du Comité de rédaction sur le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Vous avez entendu ce qu'a déclaré le représentant de l'Union soviétique. Je pense qu'il est juste de lui donner l'occasion de lire le rapport dans sa propre langue.

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je me rallie volontiers à cette suggestion. Je ne vois pas pourquoi nous ne remettrions pas également la nomination des membres du Comité permanent des pétitions. Pourquoi suspendre la séance pendant vingt minutes et la reprendre uniquement pour procéder à cette nomination? Ce serait retarder inutilement les membres du Conseil. Etant donné que le représentant de la Syrie a demandé du temps, je suis disposé, pour ma part, à lui laisser tout le week-end.

M. MUFTI (Syrie) : J'ai voulu être assez raisonnable en proposant que cette question soit examinée après la suspension de séance. Mais je n'irai pas jusqu'à demander qu'elle soit remise à lundi. Il appartient aux autres membres du Conseil de prendre une décision. Je ne veux pas faire une telle proposition moi-même.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi que je l'ai dit, il y a intérêt à régler cette question dès aujourd'hui. Notre programme est, en effet, très chargé la semaine prochaine. J'espère que tous les membres du Conseil se rallieront à ma suggestion.

La séance, suspendue à 15 h. 40, est reprise à 16 h. 10.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va procéder à la nomination des six membres du Comité permanent des pétitions.

Je propose que le Comité permanent des pétitions soit composé de représentants de la Belgique, de la Chine, de la France, du Guatemala, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir mettre aux voix les candidatures que vous venez de proposer.

Par 13 voix contre zéro, la Belgique est nommée membre du Comité.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je voudrais qu'il soit indiqué au compte rendu sténographique que la délégation de la Belgique n'a pas participé au vote la concernant.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il en sera fait mention.

Par 9 voix contre 3, avec 2 abstentions, la Chine est nommée membre du Comité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, la France est nommée membre du Comité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le Guatemala est nommé membre du Comité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le Royaume-Uni est nommé membre du Comité.

Par 8 voix contre une, avec 5 abstentions, l'Union des Républiques socialistes soviétiques est nommée membre du Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a ainsi nommé les six membres du Comité permanent des pétitions.

La prochaine séance aura lieu lundi et - ceci est valable pour le reste de la session - elle s'ouvrira à 14 h. 30, pour certaines raisons techniques. En effet, un certain nombre de comités et de commissions se réunissent le matin et le personnel technique doit disposer du temps nécessaire avant la séance de l'après-midi.

La séance est levée à 16 h. 15.